

## SOMMAIRE DE LA LETTRE ECO N°189

### **Le Coin des Épargnants**

- Le Royaume-Uni s'invite à nouveau à la table des marchés
- Le pétrole y perd son moral
- L'euro en-dessous de 1,10 dollar !

### **C'est déjà hier**

- Jusqu'à maintenant tout va bien...
- Mais l'Europe se prépare à une croissance plus faible
- La Turquie tourne-t-elle une page ?

### **Le Coin de la Conjoncture**

- La Grèce, 7 ans de malheur et après
- Les émergents émergent en France

### **Le Coin des Tendances**

- Pollution, la France peut mieux faire
- Quand les médias sociaux conquièrent le monde
- Les Chinois, les nouveaux seigneurs d'Internet

### **Le Coin du graphique**

- Les entreprises françaises et le Web

### **L'agenda économique et financier de la semaine**

## LE COIN DES ÉPARGNANTS

### Le tableau financier de la semaine

|   | Résultats<br>22 juillet 2016 | Évolution<br>sur 5 jours | Résultats<br>31 décembre<br>2015 |
|---|------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| <b>CAC 40</b>   | 4 381,10                     | +0,20 %                  | 4 637                            |
| <b>Dow Jones</b>  | 18 570,85                    | +0,29 %                  | 17 423                           |
| <b>Nasdaq</b>   | 5 100,16                     | +1,40 %                  | 5107                             |
| <b>Daxx Allemand</b>  | 10 147,46                    | +0,80 %                  | 10 743                           |
| <b>Footsie</b>  | 6 730,48                     | +0,92 %                  | 6 242                            |
| <b>Euro Stoxx 50</b>  | 2 958,65                     | +4,25 %                  | 3 100                            |
| <b>Nikkei</b>   | 16 627,25                    | +0,78 %                  | 19 033                           |
| <b>Taux de l'OAT France à 10 ans (18 heures)</b>              | 0,208 %                      | -0,025 pt                | 0,993 %                          |
| <b>Taux du Bund allemand à 10 ans (18 heures)</b>             | -0,029%%                     | -0,032 pt                | 0,634 %                          |
| <b>Taux du Trésor US à 10 ans (18 heures)</b>                 | 1,568 %                      | +0,005 pt                | 2,269 %                          |
| <b>Cours de l'euro / dollars (18 heures)</b>                  | 1,0966                       | -0,62%                   | 1,0854                           |
| <b>Cours de l'once d'or en dollars (18 heures)</b>            | 1 322,300                    | -1,16 %                  | 1061                             |
| <b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars (18 heures)</b> | 45,330                       | -5,42 %                  | 37,570                           |

### Le Royaume-Uni s'invite à la table des marchés

Le référendum du 23 juin dernier continue à hanter les marchés. Les premiers indices post référendum tombent en soulignant que ce dernier ne sera pas sans conséquence sur la conjoncture. L'attentisme clairvoyant de la BCE a conduit les investisseurs à opter pour la prudence.

Jeudi 21 juillet, la BCE a décidé de ne pas modifier sa politique monétaire – le taux Refi reste à 0 % et le taux de dépôt à – 0,4 %. Néanmoins, Mario Draghi a souligné que la BCE était prête à intervenir si nécessaire. Le 4 août prochain, la Banque d'Angleterre devrait sans nul doute abaisser ses taux.

### **Le pétrole y perd son moral**

Le pétrole, du fait des prévisions de croissance revues à la baisse, a perdu 5 % de sa valeur cette semaine.

### **L'euro descend en-dessous de la barre des 1,10 dollar**

Les mauvais indicateurs britanniques et les annonces de la BCE ont conduit à un accès de faiblesse pour l'euro qui, vendredi 22 juillet à 18 heures, s'échangeait à moins de 1,10 dollars. Il faut remonter au début du mois de mars pour retrouver un cours aussi bas.

## **C'EST DÉJÀ HIER**

### **Jusqu'à maintenant tout va bien...**

Le climat des affaires, au mois de juillet, en France s'améliore. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, gagne deux points (à 102) et se situe légèrement au-dessus de son niveau moyen de long terme (100). Le climat gagne un point dans l'industrie et le bâtiment, deux points dans le commerce de gros et trois points dans le commerce de détail et les services. Le championnat d'Europe de football a favorisé l'activité tout comme les faibles taux d'intérêt. Il y a également un effet de rattrapage après les grèves de ces derniers mois. Néanmoins, le jugement des industriels sur leurs perspectives personnelles de production perd 6 points.

Les indices PMI de Markit (estimation flash) restent bien orientés. L'indice composite remonte à 50 (+0,4 point), porté par le secteur manufacturier comme par les services. Il faut souligner néanmoins que pour la zone euro, ces indicateurs sont en baisse.

Au Royaume-Uni, le climat des affaires a évidemment été touché par le résultat du référendum du 23 juin dernier. L'indicateur perd près de 5 points dans les services (à 47,4) et 3 points dans l'industrie (à 49,1). L'indice composite chute ainsi de 4,7 points, à 47,7.

### **Mais l'Europe se prépare à une croissance plus faible**

A l'occasion de sa dernière réunion, sa BCE a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2017 et 2018.

Selon l'enquête de conjoncture de la Banque centrale, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro ne prévoit plus qu'une hausse de 1,4 % l'année prochaine contre 1,6 % attendu dans l'édition précédente de cette enquête. Pour 2018, l'estimation a été ramenée à 1,6 % contre 1,7 %. En revanche, pour 2015, la prévision reste fixée à 1,5 %.

Les prévisionnistes considèrent que le Brexit réduira en 2017 la croissance européenne de 0,26 point de pourcentage en moyenne et l'inflation de 0,07 point.

La prévision de baisse de la croissance est liée à une diminution attendue des exportations vers la Grande-Bretagne qui seront pénalisées par la dépréciation de la livre sterling, ainsi que par l'incertitude sur la nature de la future relation entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. La volatilité accrue des marchés financiers pourrait peser sur les investissements.

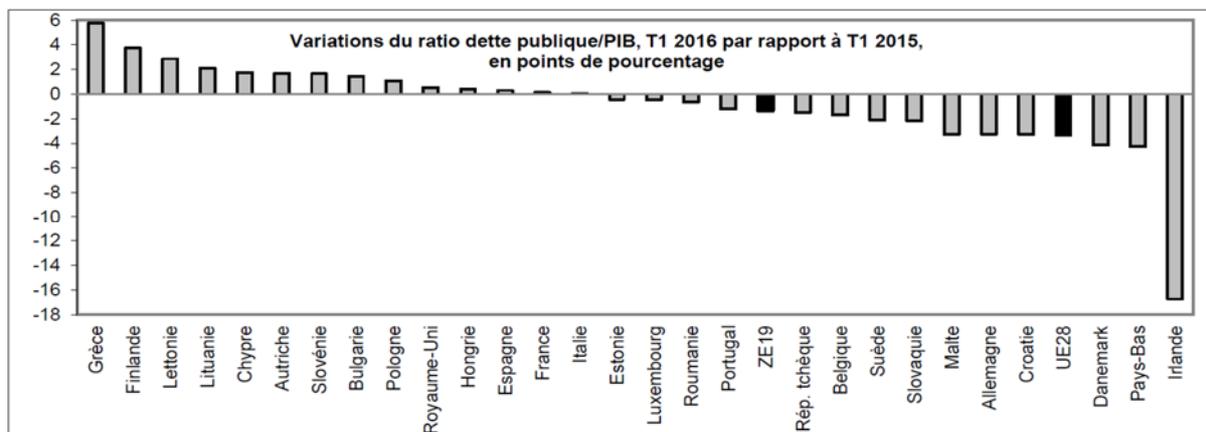
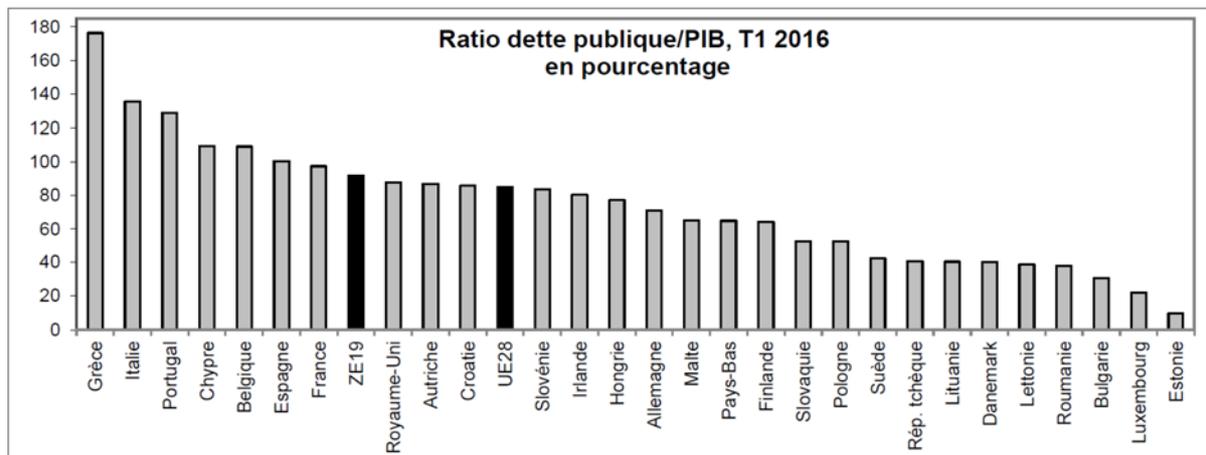
En matière d'inflation, les prévisionnistes tablent sur une hausse des prix de 1,2 % dans la zone euro l'an prochain, de 1,5 % en 2018 et de 1,8 % dans cinq ans, des chiffres inférieurs mais qui se rapprocheraient de la cible des 2 % fixée par la BCE.

### **Dettes publiques, la France 7<sup>ème</sup> sur 19 au sein de la zone euro**

Avec une dette publique qui atteignait, au 1<sup>er</sup> trimestre de cette année, 97,5 % du PIB, la France se situe au 7<sup>ème</sup> rang des pays les plus endettés de la zone euro. Elle est devancée par la Grèce, l'Italie, le Portugal, Chypre, la Belgique et l'Espagne. Le niveau de l'endettement public de la France est nettement supérieur à la moyenne de la zone euro de l'Union européenne. En effet, à fin du premier trimestre, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est établi à 91,7 % dans la zone euro et de 85,3 % au sein de l'Union européenne.

La France se démarque de la majorité des États membres par le fait que sa dette publique continue de progresser. Elle est passée en un an de 97,3 à 97,5 % du PIB quand celle de la zone euro est passée de 93,0 % à 91,7 % et celle de l'UE de 88,1 % à 84,8 %.

Par rapport au premier trimestre 2015, treize États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de dette publique par rapport au PIB à la fin du premier trimestre 2016, quatorze autres une baisse, tandis qu'il est resté stable en Italie. Les plus fortes hausses du ratio ont été enregistrées en Grèce (+5,8 pp), en Finlande (+3,7 pp), en Lettonie (+2,9 pp) ainsi qu'en Lituanie (+2,1 pp), tandis que les baisses les plus marquées ont été observées en Irlande (-16,7 pp), aux Pays-Bas (-4,3 pp), au Danemark (-4,1 pp) ainsi qu'en Allemagne, en Croatie et à Malte (-3,3 pp chacun).



Source : Eurostat

## La Turquie tourne-t-elle une page ?

La Turquie qui frappait à la porte de l'Union européenne semble, avec le coup d'État de la mi-juillet, tourner une page de son histoire.

Le coup d'État a-t-il été organisé, selon le pouvoir en place, par le prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis ? Ce dernier a démenti toute implication. Dans ces conditions, le coup d'État a-t-il été organisé ou par une branche kémaliste de l'armée qui ne supporte plus la dérive présidentialiste et islamique du régime ? Cette tentative a-t-elle été menée par une coalition hétéroclite d'opposants kémalistes, proches de Gülen... ; à moins que ce soit le Président Erdogan qui ait incité ou laissé faire le coup d'État pour asseoir son autorité....

La remise au pas est dans tous les cas rapide. Une grande opération de nettoyage a été menée au sein de toutes les grandes administrations l'armée, la justice mais aussi l'enseignement. 9 322 militaires, magistrats et policiers ont l'objet d'une procédure judiciaire. Le ministère de l'éducation turc a annoncé, mardi 19 juillet, la suspension de plus de 15 000 de ses employés soupçonnés d'être liés au

prédicateur Fethullah Gülen, Plus de 1 500 recteurs et doyens d'université font l'objet d'une demande de démission. Des journalistes ayant fait preuve de complaisance à l'égard de Gülen pourraient être suspendus voire poursuivis.

Cette crise politique de grande ampleur intervient au moment où la Turquie commençait à surmonter la crise de 2008 et celle de 2011/2012 malgré un contexte régional pesant. La croissance qui avait atteint près de 9 % avant la Grande Récession permettant à la Turquie d'intégrer le club des pays émergents voire celui des pays industrialisés, se situe désormais entre 2 et 4 %. L'activité de ce pays est très liée à celle de l'Union européenne.

Huitième puissance économique d'Europe avec un PIB de 718 milliards de dollars (juste devant la Suisse), la Turquie doit faire face à un déficit de sa balance des paiements, 4,5 % du PIB en 2015 et à une inflation qui atteint les 8 %. Le déficit de la seule balance commerciale s'élève à 6 % du PIB. Très dépendant de l'extérieur pour son énergie, le pays profite de la baisse des cours du pétrole mais elle ne permet pas à elle seule à rééquilibrer les comptes extérieurs.

La dette extérieure de la Turquie atteint plus de 400 milliards de dollars. Dans les douze mois à venir, le pays devra renouveler près la moitié de cette dette correspondant au quart de la richesse de ce pays. La Turquie a donc un impérieux besoin d'attirer des capitaux pour équilibrer sa balance des paiements courants. Avec le coup d'État et les investisseurs, déjà prudents en raison des crises précédentes, risquent de se faire plus rares.

Néanmoins, l'économie turque fait montre d'une certaine résistance. Au premier trimestre, en rythme annuel, selon l'OCDE, la croissance a atteint 4,8 %. Sa résilience repose en grande partie sur la vitalité de la consommation des ménages qui représente 68 % du PIB. Elle a progressé de 4,5 % en 2015 grâce notamment à l'augmentation de la population. La Turquie compte 78,7 millions d'habitants en 2015. L'arrivée de plus de 3 millions de réfugiés syriens et irakiens soutient également la consommation.

La vitalité de la consommation est en partie artificielle car elle est alimentée par la hausse des dépenses publiques. Le Président Erdogan a pris ces derniers mois des mesures augmentant les retraites et facilitant l'accès aux soins. Pour des raisons électorales, au début de l'année, le salaire minimum a été augmenté de 30 %. Du fait de cette couverture sociale, le pouvoir d'achat des Turcs est un des plus élevés par rapport à celui des autres habitants de pays émergents, à l'exception des Russes.

Les Turcs consomment beaucoup mais, revers de la médaille, épargnent trop peu. En tout cas pas suffisamment pour financer les investissements des entreprises. « Le pays est donc très dépendant des flux de capitaux étrangers », explique Sylvain Bellefontaine. C'est sur ce point que le putsch manqué présente un risque pour l'économie turque.

En raison d'un faible taux d'épargne, la Turquie dépend des capitaux extérieurs pour l'investissement. Le coup d'État manqué pourrait freiner les flux de capitaux. Néanmoins, dans un second temps, les investisseurs pourraient être rassurés par le fait que le pouvoir central ait réussi à déjouer ce putsch.

En revanche, les derniers événements devraient peser sur l'activité touristique qui avait été déjà touchée par la multiplication des attentats, notamment contre les touristes (34 étrangers sont morts en Turquie en 2016) et la crise diplomatique avec la Russie (l'armée turque avait abattu un bombardier russe en novembre 2015). Le nombre de touristes internationaux était en baisse de plus d'un tiers ces derniers mois. Selon certains experts, le manque à gagner pour l'économie turque pourrait être de 10 milliards de dollars.

Avant même le putsch raté, l'OCDE, dans le cadre d'une étude publiée au mois de juillet, demande aux pouvoirs publics d'accélérer le processus de réformes et d'améliorer la gouvernance et l'état de droit. Elle souhaite également un accroissement de la lutte contre la corruption. Elle préconise une réduction des obstacles à l'investissement direct étranger. Elle souhaite également une maîtrise accrue du crédit à la consommation et le développement des plans d'épargne-retraite privée.

Afin d'éviter des problèmes de liquidité, l'OCDE considère qu'il est urgent pour la Turquie d'augmenter ses réserves de change, de resserrer la politique monétaire, sauf si l'inflation recule plus vite que prévu. Elle préconise aussi une meilleure maîtrise des salaires.

## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### La Grèce, 7 ans de malheur et après

18 mois après l'arrivée au pouvoir d'Alexis Tsipras, les Grecs commencent à voir poindre le retour de la croissance. En effet, la crise politique de 2015 a mis un terme à la reprise qui s'était amorcée en 2014.

Avec le débat sur son éventuelle sortie de la zone euro, la Grèce a dû faire face à une accélération de la sortie des dépôts bancaires. Dès la fin de l'année 2014, la consommation s'est contractée, les achats ne relevant alors que du principe de précaution de peur de l'arrêt total des importations. L'investissement et les échanges extérieurs ont été par ailleurs touchés par la mise en place des mesures de contrôle des capitaux. Les mesures fiscales et budgétaires ont de plus fortement pesé sur la croissance. La récession de 2015 et de 2016 n'est certes pas comparable à celle des années 2009/2014. Le PIB s'est contracté de 0,3 % en 2015 avec une consommation des ménages et l'investissement en repli, respectivement de 1,3 % et de 2,7 %.

Depuis 2008, le PIB a reculé de plus de 25 % depuis 2008. L'investissement s'est contracté de plus de 50 %. Depuis 2009, les dépôts des agents non financiers (entreprises et ménages) auprès des banques ont baissé de 120 milliards d'euros soit l'équivalent de 30 % du bilan bancaire ou de 68 % du PIB. Cette contraction s'est effectuée en deux temps, de 2009 à 2012 et de 2014 à 2015.

La Grèce peut espérer sortir de la récession dans les prochains mois mais le rebond sera de faible ampleur compte tenu des contraintes qui pèsent sur la croissance. En 2017, la croissance pourrait se situer autour de 2 % après un repli de 1 % cette année.

Néanmoins, le retour de la croissance pourrait être entravé par la rigueur budgétaire. En effet, Alexis Tsipras a fait adopter un plan d'économies budgétaires portant sur plus de 5 milliards d'euros. L'excédent budgétaire primaire, hors paiement des intérêts de la dette, devrait passer de 0,5 à 3,5 % du PIB de 2015 à 2018. Certes, le FMI ne croit pas à l'atteinte de cet objectif mais admet que l'excédent primaire pourrait être quand même de 1,5 % du PIB en 2018. Selon plusieurs experts, la Grèce aurait réussi à assainir ses finances publiques. En effet, selon des calculs de la Commission de Bruxelles, le solde structurel primaire (solde budgétaire corrigé des variations conjoncturelles et hors paiement des intérêts de la dette) aurait été positif à hauteur de 4,5 % du PIB en 2015. Les recettes publiques qui ont été longtemps le maillon faible de la Grèce ont fortement augmenté passant de 38,9 à 47,5 % du PIB soit un montant supérieur à la moyenne de la zone euro. Les dépenses publiques qui atteignaient 49,5 % du PIB en 2009 sont tombées à 43,6 % du PIB en 2016. Plusieurs économistes estiment que l'État grec ne dispose plus guère de marges de manœuvre pour assainir ses finances. Toute nouvelle mesure pourrait avoir un effet négatif en mettant en danger le tissu économique. La croissance potentielle du pays est très faible compte tenu du sous-investissement de ces dernières années. Il apparaît urgent, notamment pour le FMI, de favoriser un rebond de l'économie grecque en n'accentuant pas la rigueur. Certes, depuis l'arrivée de Syriza, la politique budgétaire est moins rigoureuse mais il ne s'agit que d'une légère inflexion.

Le pays est également confronté à un niveau historique de prêts non performants ou, autrement dit, de créances douteuses. Du fait d'un taux de chômage de plus de 24 % et d'un grand nombre de faillites d'entreprises, les prêts non performants détenus par les banques s'élèvent à 90 milliards d'euros soit 23 % du total des actifs du système bancaire ou plus du tiers des prêts. Selon l'OCDE, 50 % des prêts à la consommation et 30 % des prêts hypothécaires ne seraient pas performants ainsi qu'un tiers des prêts commerciaux. Par ailleurs, les banques grecques sont fortement exposées au secteur public. Elles détiennent, sous forme de fonds propres, de nombreux titres publics dont la valeur s'est dégradée et qui pourrait encore baisser dans les prochains mois. Mario Draghi entend avancer sur ce sujet assez rapidement d'autant plus que plane également la menace des banques italiennes.

De nouvelles mesures en faveur de la Grèce sont indispensables afin de permettre un réel rebond et une sortie de la crise.

Si aujourd'hui, l'idée d'un effacement nominal d'une partie de la dette est abandonnée, son réaménagement n'est pas impossible. Une restructuration pourrait atténuer le montant de la dette de près de 50 % du PIB. La question de l'accès au financement privé pour les administrations publiques se posera dès 2018. Il convient d'ici là de trouver des solutions pour permettre ce retour et assurer la soutenabilité de la dette. Le FMI souhaiterait un accord immédiat quand les États membres de l'Union ont souhaité qu'il ne soit conclu qu'à la fin du troisième plan de financement, afin de laisser passer les élections en France et en Allemagne. L'Europe tente, par tous les moyens, de gagner du temps au risque de rendre plus complexe et plus coûteux l'accord à négocier.

### **Les émergents émergent en France**

Fin 2013, selon l'INSEE, 7,10 millions de salariés en France travaillaient dans une entreprise multinationale du secteur marchand non agricole, dont 1,85 million dans une entreprise sous contrôle étranger.

Malgré une forte actualité sur le sujet, il convient de souligner que les entreprises sous le contrôle des pays émergents occupent une place encore très modeste. Celles sous le contrôle des Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) n'emploient ensemble que 22 000 salariés en France en 2013 sur un total de 23,8 millions de salariés. Ils représentent par ailleurs 1 % de l'emploi salarié des firmes multinationales étrangères. La Chine est, avec 12 000 salariés, en tête de ces pays. Mais elle n'arrive qu'au 15<sup>ème</sup> rang des pays de contrôle, devant la Russie (5 000 salariés), l'Inde (4 000 salariés) et le Brésil (1 000 salariés).

Néanmoins, la montée en puissance de ces pays est assez rapide. Le nombre de salariés travaillant pour une entreprise contrôlée par les Bric a augmenté de 31 % entre 2008 et 2013.

Les multinationales étrangères implantées en France sont contrôlées essentiellement par les pays de l'Union européenne, les États-Unis et la Suisse : les firmes de ces pays emploient respectivement 1,13 million, 400 000 et 150 000 salariés en France.

| Effectifs des emplois en France contrôlés par... | 2008             | 2013             | Évolution (en %) |
|--|------------------|------------------|------------------|
| <b>Ensemble des Bric :</b>                       | <b>16 900</b>    | <b>22 200</b>    | <b>31,0</b>      |
| Brésil   | 300              | 1 100            | 251,9            |
| Russie   | 3 600            | 5 200            | 44,8             |
| Inde   | 3 700            | 4 100            | 11,2             |
| Chine y compris Hong Kong                        | 9 300            | 11 800           | 26,2             |
| <b>Singapour</b>                                 | <b>900</b>       | <b>1 300</b>     | <b>35,4</b>      |
| <b>UE28 (hors France)</b>                        | <b>1 370 000</b> | <b>1 130 900</b> | <b>-17,5</b>     |

Source : INSEE

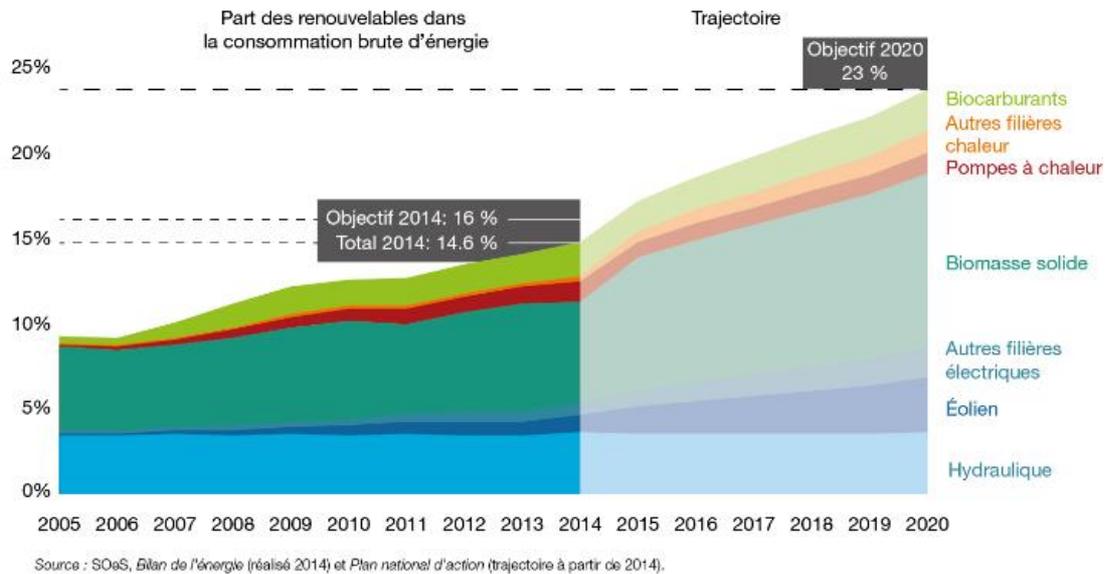
La crise de 2008/2009 a eu de fortes conséquences sur les emplois dépendants de groupes étrangers. Ainsi, l'emploi sous contrôle étranger a diminué de 12 % entre 2008 et 2013. La chute est intervenue essentiellement en 2009 ; les effectifs sont restés quasiment stables ensuite. Cette brutale chute s'explique par le fait que les salariés des multinationales étrangères travaillent le plus souvent dans l'industrie qui a été particulièrement touchée par la crise. Les emplois industriels ne représentent plus que 37 % des emplois contrôlés par les entreprises étrangères contre 42 % en 2008. En contrepartie, la part du commerce dans l'emploi sous contrôle étranger a augmenté de 4 points pour atteindre 27 % en 2013 ; elle est ainsi plus élevée que pour les multinationales françaises (15 %) ou les autres entreprises françaises (23 %). En plus de l'industrie, le commerce est donc également surreprésenté, en 2013, dans l'emploi salarié des firmes étrangères.

## LE COIN DES TENDANCES

### Pollution, la France peut mieux faire

La France fait figure de modèle en matière d'émission de CO<sub>2</sub> en raison de l'importance de son parc de centrales nucléaires qui assurent 46% de ses approvisionnements en énergie primaire en 2014.

Néanmoins, le pays a tendance à vivre sur cet acquis qui n'est pas éternel en raison du vieillissement du parc nucléaire. Il apparaît, par rapport aux engagements pris, que la France est en retard sur ses objectifs de développement des énergies renouvelables. Elles représentent actuellement 14,6 % de la consommation finale brute d'énergie. L'objectif retenu par le Gouvernement pour 2020 de 23 % d'énergies renouvelables apparaît difficile à respecter.



L'OCDE souligne que la France devrait instaurer rapidement la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévue dans la loi de transition énergétique afin de planifier et favoriser les investissements. Le Secrétaire général de l'OCDE considère que la taxation des énergies fossiles comporte dans notre pays un trop grand nombre de dérogations. Par ailleurs, la fiscalité des carburants routiers est jugée encore trop favorable au diesel ce qui aggrave la pollution de l'air et provoque chaque année 21 000 décès en France. Il demande l'alignement de la fiscalité du diesel et de l'essence.

L'OCDE fait par ailleurs remarquer que la France est l'un des plus gros consommateurs de pesticides du monde et que la consommation tarde à se stabiliser. Ainsi, leur usage a augmenté de 29 % entre 2008 et 2014 avec des effets considérés néfastes sur la santé, l'environnement, la biodiversité et les services écosystémiques comme les pollinisateurs. Il apparaît urgent de promouvoir l'agro-écologie en renforçant les mesures d'information, de formation, de recherche et de financement pour faciliter la transition vers des modes de production durables.

L'organisation internationale s'inquiète de l'artificialisation des sols et de la fragmentation des habitats qui sont autant de menaces pour la biodiversité. Elle accueille favorablement le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité qui veut rationaliser la gouvernance et renforcer la prise en compte de la biodiversité dans les politiques d'aménagement. L'OCDE préconise également l'adoption et l'application du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques pour faire respecter les normes de protection de la santé, poursuivre la simplification des réglementations environnementales et amélioration du ciblage des inspections, favoriser la participation du public en amont de l'élaboration des plans, programmes

et projets ainsi que la généralisation de l'analyse « coûts-bénéfices » systématique des investissements publics.

### **Quand les médias sociaux conquièrent le monde**

Plus de 2,7 milliards de personnes sont aujourd'hui membres d'au moins un média social que ce soit Facebook, LinkedIn ou Twitter.

Les médias sociaux représentent à l'échelle mondiale environ un tiers du temps passé en ligne, soit près de 40 % au sein de l'OCDE. Ils ont supplanté les autres formes de médias. La consultation de la presse, de la télévision passe de plus en plus par ses médias.

La consultation des médias sociaux intervient de plus en plus dès le réveil. Le réflexe de regarder, pour les connectés, leur mur et les messages sur les réseaux sociaux s'intensifie.

Au niveau commercial aussi le contact s'effectue davantage par les médias sociaux. Les hôtels et les restaurateurs se doivent désormais d'avoir une page Facebook et de gérer leurs « amis ».

Un quart des consommateurs consultent les médias sociaux avant d'acheter un bien. 12 % regardent les remarques des utilisateurs, 11 % lisent les avis sur les marques et 7 % participent à des achats avec des représentants de celles-ci.

Les membres des réseaux sociaux se distinguent des autres en étant de gros consommateurs d'informations, de photos, de vidéos. 56 % regardent des vidéos sur Snapchat et 58 % mettent des photos sur Instagram. Près des deux tiers interviennent sur Facebook.

Près de 50 % des moins de 30 ans s'informent en recourant aux réseaux sociaux au sujet de la sortie de nouveaux produits.

Plus d'un tiers des demandes d'information via les réseaux ne sont pas traitées. Sur les hotline téléphonique, la part du non traité est de 13 %. En revanche, le taux de satisfaction est plus élevé parmi ceux utilisant le social-media pour entrer en contact avec les marques que chez ceux recourant aux hotlines.

### **Les Chinois, les nouveaux seigneurs d'Internet**

La Chine compte aujourd'hui environ 630 millions d'internautes, qui passent, en général, 25 heures par semaine à être connectés que ce soit sur leur ordinateur ou encore sur leur téléphone. Pendant ces 25 heures, les chinois visionnent beaucoup de contenu multimédia et sont très actifs sur les réseaux sociaux. Du fait que sur une grande partie du territoire, les sites américains comme Facebook, Twitter ou Youtube font l'objet de censure, les Chinois utilisent avant tout des sites made in China.

Il convient de souligner que la Chine est le pays qui compte le plus de réseaux sociaux au monde, avec des nombres d'utilisateurs enregistrés, d'interaction et d'utilisateurs journaliers importants. Bien qu'il y ait souvent compétition, beaucoup de ces réseaux remplissent un besoin particulier qui permet, à une grande partie d'entre eux, de coexister. Le marché, beaucoup plus fragmenté qu'en Occident, se caractérisant par la domination sans partage de Facebook.

## **Quelques plateformes chinoises en pointe**

### **Wechat**

Wechat développé par le groupe Tencent est certainement le réseau chinois le plus connu. Il compte 600 millions de membres. Il s'agit avant tout d'une application de messagerie instantanée pour téléphone portable. Elle a donné la possibilité, dès 2011, de transmettre de courts messages vocaux inférieurs à une minute ce qui constituait à l'époque une première. Cette application constitue un réseau fermé, l'utilisateur ne peut voir que ce que les membres qu'il a dans sa liste de contacts postent et vice-versa.

Wechat est depuis sa création devenu une plateforme multi-usage en agrégeant des activités bancaires, d'e-commerce, de services de paiement.... Il est possible, via Wechat, de téléphoner gratuitement en ligne auprès d'une ou plusieurs personnes, d'organiser des visio-conférences, de chatter, de partager des photos, des vidéos et des liens, de savoir si nos amis également utilisateurs de l'appli sont proches de nous (grâce à des fonctions de géolocalisation), de rencontrer aléatoirement de nouvelles personnes, grâce à la fonction « shake » (qui permet une mise en relation virtuelle avec un autre utilisateur lorsqu'on secoue en même temps son téléphone portable), de partager des stickers, c'est-à-dire des images qui véhiculent des émotions (les stickers sont un peu l'équivalent de nos « émoticônes », mais leur gamme est beaucoup plus riche et travaillée) et de payer en ligne des services aussi divers qu'une place de ciné ou une voiture !

L'utilisateur type de WeChat est donc un Chinois même si l'internationalisation de l'appli est en cours. Il est de sexe masculin, âgé de 18 à 35 ans et employé d'une entreprise privée. Il est très actif sur l'appli qu'il utilise plus de 10 fois par jour. Il est à noter que cette appli se développe en Afrique assez rapidement. Les marques occidentales sont de plus en plus présentes sur Wechat. Elles y partagent de l'information et organisent des concours, les Chinois aimant particulièrement la logique des jeux.

### **Sina Weibo**

Sina Weibo est un mélange de Twitter et Facebook. Lancé en Chine en 2009, ce réseau de micro-blogging utilise des codes proches de ceux utilisés sur Twitter, à savoir des messages de 140 caractères chinois et l'interpellation des utilisateurs via

le @. Les internautes y partagent des actus, des photos, des vidéos, et peuvent exprimer ce qu'ils ressentent par des émoticônes, le tout de façon publique. Ils peuvent également « liker » les infos des autres utilisateurs et interagir avec eux, suivre des stars ou des marques.

Pour les chinois, ce réseau social est aussi un moyen de se tenir informé des sujets sensibles, censurés par ailleurs dans la presse locale. En effet, il comporte un nombre d'utilisateurs très important, ce qui rend difficile le contrôle exercé par les autorités. Les utilisateurs sont, avant tout, des jeunes de moins de 30 ans (70 %), diplômés, situés dans les grandes villes de Chine (Pékin, Shangaï, Canton...). Les marques sont également présentes sur cette application qui semble néanmoins en légère perte de vitesse.

### **Tencent Weibo**

Tencent Weibo est un site concurrent de Sina Weibo lancé, en 2010, par le groupe Tencent. Lancé en avril 2010 par le groupe Tencent, Comme pour Twitter et Sina Weibo, les messages qui y sont publiés sont limités à 140 caractères.

À la différence de Sina Weibo, les utilisateurs proviennent de régions moins industrielles et développées. Le profil est plus rurale, moins riche et moins éduqué. Les entreprises sont moins présentes sur Tencent Weibo car le pouvoir d'achat des utilisateurs est moins important même s'il offre l'avantage d'être traduit en anglais.

### **Youku Tudou**

Youku Tudou possède les mêmes fonctionnalités que le site Youtube. Il s'agit d'un site d'hébergement de vidéos en ligne. Cette plateforme est de loin la première en Chine pour le partage des vidéos.

Par rapport à Youtube, il faut souligner que les vidéos les plus consultées sont professionnelles (films, feuilletons, émissions sportives...). Les vidéos amateurs y ont moins de succès. Ce sont avant tout les jeunes hommes qui consultent Youku, 80% des visiteurs ont moins de 30 ans.

Les marques sont assez présentes sur cette application. Les Chinois sont assez exigeants sur la qualité des vidéos. Par ailleurs, les marques pour pouvoir investir ce média doivent traduire en plusieurs langues les dialogues (il n'y a pas qu'une seule langue en Chine).

### **QQ**

QQ, créé en 1999 par Tencent, est une messagerie instantanée avec une fonction vidéo sur le modèle de Skype. C'est le 2<sup>ème</sup> réseau social le plus fréquenté au monde juste derrière Facebook.

## **Qzone**

Qzone qui se situe dans le prolongement de QQ est une plateforme de blogging avec une dimension sociale intégrée. C'est le 3<sup>ème</sup> réseau social le plus fréquenté au monde. C'est le Facebook des Chinois avec des fonctions qui rappellent Myspace.

Qzone est populaire chez les jeunes de moins de 30 ans issus des grandes villes quand QQ attire tout le monde, des particuliers et des professionnels. Les marques sont très présentes sur QQ et Qzone. Les entreprises s'inscrivent sur QQ comme sur un annuaire quand sur QZone, elles développent des blogs ou des mini-sites dédiés à un produit ou un évènement.

## **Meilishuo**

Meilishuo, « conversation sur la beauté » en chinois, est un réseau comptant plus de 150 millions d'adhérents. Il est également développé par Tencent. Il a été très rapidement adapté au mobile. Il s'agit d'un site communautaire spécialisé dans la mode féminine. Les Chinois peuvent y trouver tout ce qui concerne les dernières tendances de la mode, les cosmétiques, les chaussures et autres accessoires.

## **Qyer**

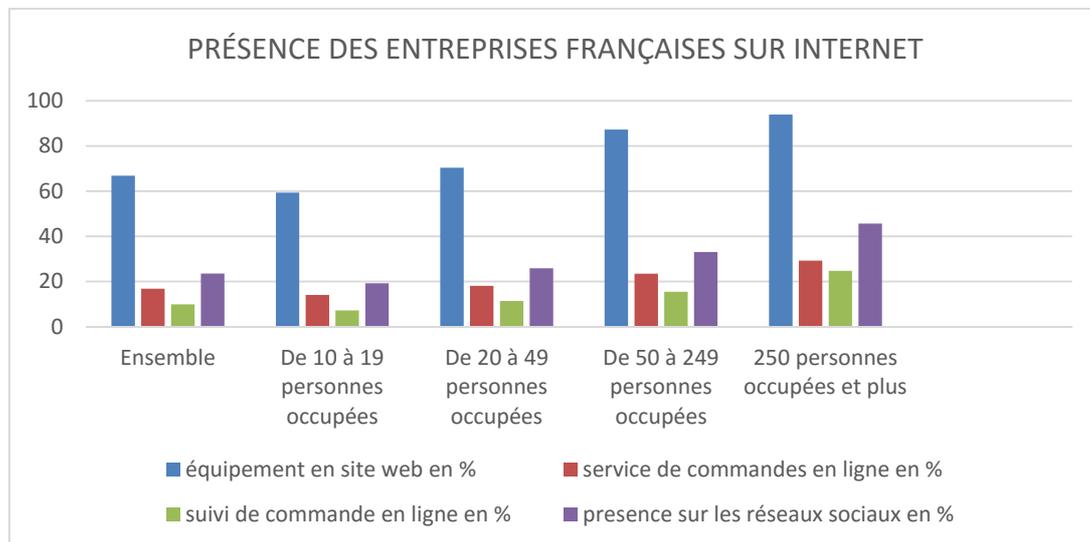
Le site Qyer s'est spécialisé dans le e-tourisme et se concentre sur le rassemblement de suggestions et d'informations pour les touristes en partance pour l'étranger. Depuis son ouverture en 2004, Qyer a atteint les 10 millions d'utilisateurs avec 5 millions d'utilisateurs d'applications mobile. Depuis 2015, Qyer est entrée dans le giron d'Alibaba, le principal site de e-commerce chinois qui souhaitait compléter sa division voyage qui comprend déjà Taobao Travel.

## **Didi dache**

Didi dache est un site d'appel de taxis. La scène des applis taxi reste relativement réduite et très concentrée en Chine. Didi Dache et Kuadi Dache se partageant quasiment 100 % du marché des applications de taxis. Grâce à son partenariat avec Tencent, Didi dache est intégré au réseau phare Wechat.

## LE COIN DU GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

### Les entreprises françaises et le Web



Sources : INSEE et CDE

Selon l'INSEE, en 2015, près de 100 % des sociétés de 10 personnes et plus implantées en France utilisent un ou plusieurs ordinateurs et 99 % disposent d'un accès à Internet. Seules 61 % des personnes employées dans ces sociétés se servent d'un ordinateur et 53 % d'un ordinateur connecté à Internet dans le cadre de leur profession.

En 2015, 67 % de ces sociétés ont un site web. Ce taux est de 94 % parmi celles d'au moins 250 personnes contre 59 % pour celles de 10 à 19 personnes.

Parmi l'ensemble des sociétés de 10 personnes ou plus, 16 % emploient du personnel spécialisé dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et 64 % utilisent une connexion mobile haut débit à Internet (via le réseau des téléphones mobiles, 3G ou 4G) pour un usage professionnel.

Les outils de partage électronique de l'information équipent surtout les plus grandes sociétés. Parmi celles de 250 personnes ou plus, 84 % ont recours à un progiciel de gestion intégré (PGI ou ERP en anglais), contre 39 % de l'ensemble des sociétés d'au moins 10 personnes ; 41 % de ces plus grandes sociétés utilisent le partage sur le SCM (Supply chain management) contre 13 % de l'ensemble.

## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Samedi 23 juillet

En **Chine** se déroulera la **réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G20**.

### Dimanche 24 juillet

Au **Japon**, sera communiquée la **balance commerciale** du mois de juin.

### Lundi 25 juillet

En **Allemagne**, il faudra suivre les **enquêtes IFO – Perspectives, indice du climat des affaires et estimation courante** pour le mois de juillet.

Aux **États-Unis**, il faudra suivre l'**indice manufacturier de la FED de Dallas**.

### Mardi 26 juillet

Aux **États-Unis**, seront publiés les **indices Redbook, l'indice PMI des services, l'indice PMI composite** de juillet, l'**indice des prix des maisons S&P- Case-Schiller** du mois de mai. Seront également rendus publics l'**indice sur la confiance des consommateurs** du mois de juillet, les **ventes de maisons neuves** du mois de juin. Enfin, il faudra suivre l'**indice de la Fed de Richmond – indice manufacturier**.

### Mercredi 27 juillet

En **Allemagne**, il faudra suivre l'**enquête sur la confiance des consommateurs** du mois d'août.

En **France**, il faudra regarder l'**indice de confiance des consommateurs** pour le mois de juillet.

En **Espagne**, sera publié le **résultat des ventes au détail** de juin.

En **Italie**, seront communiqués les **indices sur la confiance des consommateurs et celui sur la confiance des entreprises**.

Au **Royaume-Uni** sera très attendu le **résultat du PIB du 2<sup>ème</sup> trimestre**.

Aux **États-Unis**, seront publiées les **commandes de biens durables, les promesses de ventes de maisons** pour le mois de juin.

Toujours aux **États-Unis**, il faudra regarder la **déclaration de politique monétaire de la Fed et les éventuelles décisions sur les taux**.

## **Jeudi 28 juillet**

A **Tokyo**, il faudra suivre **la conférence de la Banque centrale japonaise**.

En **France**, **l'indice des prix à la consommation** de juillet en norme européenne sera publié.

En **Espagne**, **les résultats du chômage** pour le 2<sup>ème</sup> trimestre seront connus.

En **Allemagne**, **le taux de chômage** de juillet sera publié.

En **Italie**, **le taux de chômage** de juillet sera rendu public.

Pour **l'Union européenne et la zone euro**, **l'indice de confiance des consommateurs** de juillet sera communiqué. Il en sera de même pour **les indicateurs sur le climat économique, sur le climat des affaires et la confiance dans l'industrie**.

Pour **l'Allemagne**, sera publié **l'indice des prix à la consommation** du mois de juillet.

Aux **États-Unis**, il faudra regarder **la balance commerciale des marchandises** du mois de juin et **l'activité manufacturière de la Fed du Kansas** pour le mois de juillet.

Au **Japon**, seront connus **l'indice des prix du mois de juin et celui pour le mois de juillet pour la région de Tokyo**. Seront également publiés **le taux de chômage, la dépense totale des ménages, la production industrielle, le commerce de détail et les ventes au détail** pour le mois de juin.

## **Vendredi 29 juillet**

Au **Japon**, il faudra suivre **la décision sur les taux de la Banque centrale, le résultat des mises en chantier et les commandes de biens de construction** pour le mois de juin. Sera également publié **le rapport sur les prévisions de la banque centrale**.

En **Allemagne**, il faudra regarder **les ventes au détail** de juin.

En **France**, seront connues **les dépenses de consommation des ménages** pour le mois de juin.

En **Espagne**, il faudra suivre **l'indice des prix** du mois de juillet et **les résultats du PIB du 2<sup>ème</sup> trimestre**.

Pour l'**Union européenne** seront publiés **le taux de chômage de juin et l'indice des prix** pour le mois de juillet.

En **Grèce**, seront publiées **les ventes au détail** du mois de mai.

Au **Royaume-Uni**, sera communiqué **l'indice des prix à la production** du mois de juin.

Aux **États-Unis** seront très attendus **les résultats du PIB du 2<sup>ème</sup> trimestre**. Il faudra également suivre **l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Chicago et l'indice de confiance des consommateurs Reuters / Michigan** de juillet. Enfin, il faudra jeter un œil sur **le décompte des forages pétroliers US Baker Hughes**.

**La Lettre Économique est une publication de Lorello Ecodata**

**Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson**

**Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.**

**Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)**

#### **Pour tout contact et correspondance**

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

#### **Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)**

**Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre**

**Un lecteur : 750 euros TTC**

**De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC**

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### **Adresse de facturation**

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

-----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

#### **Mode de paiement**

**Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA**

**Virement bancaire**

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC